



Assemblée générale

Distr. générale
16 juillet 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 103 de l'ordre du jour provisoire*

Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire

Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale le rapport du Directeur de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) concernant les activités menées par l'Institut de janvier à décembre 2020, le programme de travail et le plan financier approuvés pour 2021, ainsi que les projets de programme de travail et de plan financier pour 2022.

Le Conseil d'administration de l'UNIDIR a examiné et approuvé le programme de travail et les plans financiers à la soixante-seizième session du Conseil consultatif pour les questions de désarmement, qui s'est tenue en ligne le 17 juin 2021.

Le Conseil d'administration a accueilli favorablement le rapport du Directeur, qui présentait en détail les activités menées par l'Institut en 2020. Il a félicité l'UNIDIR pour ses résultats obtenus en cette année marquant son quarantième anniversaire. Il a notamment constaté qu'en dépit des fortes perturbations causées par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), l'UNIDIR avait produit un volume sans précédent de publications et organisé un nombre record d'événements, et que quelque 7 600 personnes avaient pris part à ses activités. Le Conseil d'administration a également noté l'amélioration continue de la situation financière de l'Institut.

Le Conseil a accueilli favorablement la résolution [75/82](#) de l'Assemblée générale relative à l'UNIDIR, notamment l'invitation adressée par l'Assemblée au Secrétaire général en vue de présenter, dans le cadre du budget-programme pour 2022, une proposition visant à augmenter la subvention accordée à l'Institut. Il a réitéré sa recommandation de longue date selon laquelle la subvention accordée à l'Institut devrait être augmentée proportionnellement à ses besoins actuels et conformément aux recommandations que le Secrétaire général avait formulées dans son rapport de juillet 2018 ([A/73/284](#)).

* [A/76/150](#).



S'agissant de l'avenir, les membres du Conseil d'administration ont une nouvelle fois salué les efforts déployés par l'Institut pour faire participer des publics plus larges et plus diversifiés à l'échelle mondiale, notamment le grand public et les jeunes. Ces efforts devraient se poursuivre et inclure une intensification des initiatives de communication et d'éducation, de formation et de renforcement des capacités. En outre, les membres du Conseil d'administration ont encouragé l'Institut à envisager de développer des capacités de prévision, ainsi que des recherches sur le lien entre la maîtrise des armements et les questions de développement. Enfin, ils ont rappelé la nécessité pour l'Institut de renforcer ses efforts de mobilisation des ressources afin de se doter de la base de financement nécessaire pour maintenir et élargir son champ d'action et l'incidence de ses travaux.

Rapport du Directeur de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement concernant les activités menées par l'Institut de janvier à décembre 2020, le programme de travail et le plan financier approuvés pour 2021 et les projets de programme de travail et de plan financier pour 2022

Résumé

Le présent rapport expose les activités et la situation financière de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) de janvier à décembre 2020, le programme de travail et le plan financier approuvés pour 2021, ainsi que les projets de programme de travail et de plan financier pour 2022. Il a été établi conformément à la résolution [39/148](#) H, dans laquelle l'Assemblée générale a invité la direction de l'UNIDIR à lui faire rapport chaque année.

L'UNIDIR est un organisme autonome du système des Nations Unies, créé par l'Assemblée générale dans le but d'entreprendre des recherches indépendantes sur le désarmement, la maîtrise des armements et les questions relatives à la sécurité internationale. Depuis plus de 40 ans, l'Institut mène des travaux de recherche fondée sur des données factuelles et propose des moyens d'action pour aider les États Membres, les entités des Nations Unies, les experts, l'industrie et la société civile à prendre des mesures pratiques qui contribuent à édifier un monde plus stable, plus sûr et plus durable. Il est l'un des principaux partenaires d'exécution de l'initiative du Secrétaire général intitulée « Assurer notre avenir commun : un programme de désarmement ».

En 2020, le monde a été témoin de l'aggravation des tensions entre plusieurs États dotés d'armes nucléaires, de la poursuite de l'armement de l'espace et de nouveaux types de courses aux armements numériques, ainsi que de la violence et des souffrances humaines causées par des armes de petit calibre mal réglementées ou illicites. Dans le même temps, au cours d'une année marquée par une nouvelle augmentation des dépenses militaires mondiales, l'action multilatérale à l'égard des questions fondamentales dans le domaine du désarmement est restée paralysée, témoignant ainsi du fossé qui sépare aujourd'hui les promesses de désarmement multilatéral et leur concrétisation. En cette année caractérisée par une méfiance grandissante à l'échelle mondiale, la maîtrise des armements et le désarmement sont restés des priorités urgentes de l'agenda pour la paix et la sécurité internationales.

L'UNIDIR joue un rôle unique et essentiel dans le désarmement multilatéral. L'actuel programme de recherche de l'Institut, approuvé par son conseil d'administration, vise à trouver des solutions pour relancer les processus multilatéraux de maîtrise des armements et de désarmement, dans un contexte international difficile sur le plan politique et en matière de sécurité. En 2020, l'Assemblée générale, dans sa résolution [75/82](#) relative à l'UNIDIR, a considéré que la communauté internationale devait toujours pouvoir accéder aux résultats des recherches indépendantes et approfondies menées sur des questions de sécurité et les perspectives du désarmement et de la non-prolifération, et a reconnu l'importance, l'actualité et la grande qualité des travaux de l'Institut.

Pour preuve de sa résilience, en 2020, l'UNIDIR s'est rapidement adapté à la pandémie mondiale de maladie à coronavirus (COVID-19) et a apporté de nouvelles améliorations à son modèle de fonctionnement. Le nombre de ses publications est ainsi passé de 42 en 2019 à un record absolu de 52 en 2020. L'Institut a également

organisé un nombre record de 48 événements auxquels ont participé plus de 7 500 personnes, ce qui a représenté une hausse de 50 % par rapport au nombre d'événements tenus en 2019 et une augmentation de près de 400 % du nombre de participants. Les formats numériques innovants proposés par l'UNIDIR, ainsi que la traduction de plus de 25 de ses rapports dans d'autres langues, ont permis à l'Institut d'améliorer l'accessibilité et l'impact de ses travaux de recherche dans le monde entier.

L'UNIDIR a entrepris des recherches sur un large éventail de questions relatives au désarmement. Il a poursuivi ses principaux programmes de travail portant sur les armes classiques, les armes de destruction massive et autres armes stratégiques, la sécurité et la technologie, et le genre et le désarmement, ainsi qu'un projet spécial sur le processus de création d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient. Parmi les nouveaux domaines étudiés en 2020 figuraient les menaces biologiques émergentes et les risques et avantages associés aux nouvelles technologies, ainsi que les liens entre la sécurité, la maîtrise des armements, la prévention des conflits et la consolidation de la paix. Ce travail a été rendu possible par l'appui volontaire d'un groupe diversifié de partenaires. Ce soutien, associé au renforcement continu de la structure de l'Institut et de ses modèles opérationnels et financiers au cours des dernières années, a permis à l'UNIDIR d'étendre ses activités de recherche et de vulgarisation axées sur les politiques.

Dans le même temps, étant donné que l'UNIDIR dépend presque entièrement de contributions volontaires, les répercussions économiques durables de la pandémie et ses effets considérables sur les financements volontaires représentent un défi pour l'Institut. En cette époque de mutations rapides et d'instabilité mondiale, où la communauté internationale a de plus en plus besoin de pouvoir accéder à des recherches indépendantes, approfondies et tournées vers l'avenir sur les questions de désarmement et de sécurité mondiale, d'importantes étapes restent à franchir pour que l'Institut puisse s'appuyer sur un fondement financier plus stable et plus durable lui permettant de s'acquitter de sa mission, qui consiste à œuvrer en faveur d'un monde stable et plus sûr.

I. Introduction

1. En 2020, l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) a célébré son quarantième anniversaire au beau milieu d'une crise sanitaire mondiale sans précédent et en pleine période de bouleversements. Cette année a été marquée par l'aggravation des tensions entre plusieurs États dotés d'armes nucléaires et par de nouveaux types de courses aux armements numériques dans les secteurs scientifique, économique et militaire, ainsi que par la violence et la souffrance humaine causées par des armes de petit calibre mal réglementées ou illicites. La situation a en outre été exacerbée par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Dans un contexte caractérisé par une méfiance grandissante à l'échelle mondiale, le désarmement et la maîtrise des armements sont restés des priorités essentielles de l'agenda pour la paix et la sécurité internationales.

2. Dans le même temps, l'action multilatérale à l'égard des questions fondamentales du désarmement est restée paralysée, témoignant ainsi du fossé qui sépare aujourd'hui les promesses de désarmement multilatéral et leur concrétisation. À mesure que la pression s'accroît sur l'architecture en place dans les domaines de la maîtrise des armements et du désarmement, de nouvelles courses aux armements comblent le vide. L'imprévisibilité et l'incertitude dominent le climat de sécurité instable qui règne aujourd'hui sur la scène mondiale, accentuant ainsi le risque d'escalade et de conflit. S'il y a une chose que l'année 2020 a démontré, c'est que la nécessité d'une nouvelle vision du désarmement, telle que celle exposée en 2018 dans l'initiative du Secrétaire général intitulée « Assurer notre avenir commun : un programme de désarmement », ne fait que gagner en urgence et en importance.

3. L'UNIDIR joue un rôle unique et essentiel dans le désarmement multilatéral. Les recherches, les analyses et les événements de l'Institut ont pour but d'aider la communauté internationale à trouver des solutions pour relancer les processus multilatéraux de maîtrise des armements et de désarmement, dans un contexte international difficile sur le plan politique et en matière de sécurité. L'ensemble de ces activités sont rendues possibles par les contributions volontaires des États Membres et d'autres acteurs. Au cours des trois dernières années, sur la base d'un programme de recherche pluriannuel et de nouveaux programmes de travail interdisciplinaires, l'UNIDIR n'a cessé d'élargir la portée, l'impact et l'ampleur de ses activités de recherche, de vulgarisation et de renforcement des capacités. Il a développé des compétences approfondies et poursuivi une démarche multipartite soutenue à l'égard d'un large éventail de questions de désarmement et de sécurité. Qui plus est, l'UNIDIR fournit traditionnellement un appui technique soutenu, souvent discret, aux États et aux organismes multilatéraux, tout en facilitant le dialogue inclusif et transparent que les parties prenantes au désarmement, qu'elles soient étatiques ou non, se doivent d'entretenir pour aller de l'avant dans les cadres officiels. À l'occasion du quarantième anniversaire de l'UNIDIR, l'Assemblée générale, dans sa résolution [75/82](#), a reconnu l'importance, l'actualité et la grande qualité des travaux de l'Institut. Dans le même temps, le Conseil consultatif pour les questions de désarmement, agissant en sa qualité de Conseil d'administration de l'Institut, a « applaudi les efforts que l'UNIDIR avait consentis en 2019 pour diversifier ses travaux de recherche et assurer sa viabilité opérationnelle et financière ». Il a également félicité l'UNIDIR des mesures qu'il avait prises au cours des 18 mois précédents pour améliorer ses fonctions, notant que « l'Institut apportait une contribution tangible et une valeur ajoutée aux États Membres » ([A/75/283](#), par. 53).

4. S'il y a une chose que la pandémie de COVID-19 a encore davantage mise en lumière, c'est le fait que la communauté internationale est toujours plus demandeuse et a de plus en plus besoin de recherches indépendantes et fondées sur des preuves,

de dialogues multipartites collaboratifs et d'une réflexion innovante à même de soutenir les efforts multilatéraux visant à relever certains des défis les plus pressants en matière de sécurité mondiale.

II. Programme de travail

A. Résultats et état d'avancement des activités en 2020

1. Programmes de recherche

5. En 2020, l'UNIDIR a poursuivi la mise en œuvre du programme pluriannuel de recherche stratégique approuvé par son conseil d'administration (voir [A/74/247](#)), en élargissant le champ de ses activités à toute une série de questions diverses liées au désarmement et à la sécurité mondiale. Ce programme vise à mener de façon proactive et réactive des travaux de recherche stratégique sur diverses questions de désarmement, afin d'aider les États Membres, les entités des Nations Unies, les organisations régionales et les acteurs de la recherche et de l'industrie à prendre des mesures pratiques pour renforcer la paix et la sécurité internationales et la gouvernance des armes de tous types. Il tient compte des priorités définies dans l'initiative du Secrétaire général intitulée « Assurer notre avenir commun : un programme de désarmement », dont l'UNIDIR est un partenaire d'exécution clef. L'une des principales visées du programme de recherche stratégique est de faire en sorte que le désarmement s'inscrive dans les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de veiller à ce que les connaissances, les idées et le dialogue sur le désarmement soient ouverts au public du monde entier, et notamment aux jeunes et aux décideurs politiques.

6. L'UNIDIR poursuit quatre grands programmes de travail portant sur les thèmes suivants : a) les armes classiques ; b) les armes de destruction massive et autres armes stratégiques ; c) la sécurité et la technologie ; d) le genre et le désarmement. Dans le cadre d'un projet régional spécial, il étudie également les mesures prises par le passé et les perspectives futures concernant la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient. Les programmes de l'Institut sont conçus comme des axes de travail dynamiques, pluriannuels et évolutifs qui lui permettent de tenir compte des différentes priorités de désarmement de la communauté internationale. Grâce à ceux-ci, l'UNIDIR peut mener des recherches de pointe dans un contexte de sécurité mondiale en constante évolution. En outre, de par leur caractère interdisciplinaire et transversal, ils permettent d'étudier les ramifications et les liens plus généraux entre le désarmement, la sécurité, la prévention des crises et le développement durable.

7. Tout au long de l'année, la pandémie de COVID-19 a influé sur la capacité de l'Institut de mener à bien les activités prévues. Selon le Conseil d'administration, « [e]n poursuivant et, dans certains cas, en améliorant sa prestation de services pendant la période de confinement, l'Institut a fait preuve d'une capacité et d'une résilience accrues » ([A/75/283](#), par. 59), dans la mesure où il a réagi et s'est adapté aux nouvelles réalités. Ainsi, au début de la pandémie, l'UNIDIR a rapidement adopté des modes de travail en ligne, a établi un cadre d'évaluation des risques pour guider ses activités et a fait appel aux donateurs pour atténuer les difficultés financières et les problèmes d'exécution. Face aux restrictions imposées aux voyages et aux événements, l'Institut a développé ses offres en ligne et ses modes virtuels de dialogue multipartite, tout en poursuivant et, dans certains cas, en améliorant sa prestation de services et en intensifiant ses travaux de recherche. Le nombre de publications est ainsi passé de 42 en 2019 à un record absolu de 52 en 2020 (voir annexe I). Les formats numériques innovants proposés par l'UNIDIR, ainsi que la traduction de plus

de 25 de ses rapports dans d'autres langues, lui ont permis d'améliorer l'accessibilité et l'impact de ses travaux de recherche dans le monde entier. Les principales activités de recherche et incidences stratégiques de ses travaux en 2020 sont présentées en détail ci-après pour chacun des cinq grands domaines d'intervention.

Armes classiques

8. Les modèles de violence armée et de conflit évoluent, au même titre que les méthodes de prolifération illicite et d'utilisation abusive des armes classiques. Le programme de l'Institut consacré aux armes classiques associe les États, l'Organisation des Nations Unies et la communauté des experts en sécurité internationale dans le but de prévenir la prolifération incontrôlée et l'utilisation abusive des armes classiques. Pour ce faire, l'UNIDIR analyse les liens entre la maîtrise des armes classiques, d'une part, et la prévention des conflits, la paix et le développement, d'autre part. En 2020, l'Institut a poursuivi trois axes de recherche prioritaires dans le cadre de ce programme : a) le renforcement des politiques et des pratiques en matière de gestion des armes et des munitions ; b) l'intégration de la maîtrise des armes classiques dans la prévention des conflits et le rétablissement de la paix ; c) l'étude de la manière dont les outils de maîtrise des armements peuvent s'adapter à la montée de la violence urbaine et contribuer à l'atténuer. L'une des caractéristiques du programme reste sa recherche appliquée sur le terrain et au niveau des pays, qui contribue aux opérations et initiatives menées aux échelons national et régional et au niveau de l'ONU, ainsi que son appui consultatif aux travaux des organismes multilatéraux de désarmement.

9. La gestion des armes et des munitions joue un rôle essentiel dans la prévention des conflits, la transition en matière de sécurité et les stratégies de lutte contre le terrorisme. En 2020, l'Institut a continué d'apporter un appui consultatif sur le terrain au Gouvernement fédéral somalien afin de l'accompagner dans ses efforts visant à définir une stratégie nationale pour la gestion des armes et des munitions. L'outil d'auto-évaluation concernant la lutte contre les engins explosifs improvisés, qui a été mis au point par l'UNIDIR en réponse à une demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution [73/67](#), est destiné à aider les États à évaluer leurs capacités de prévenir et d'atténuer les effets des engins explosifs improvisés. Il a été utilisé par des experts nationaux et internationaux pour examiner les stratégies de lutte contre les engins explosifs improvisés en Somalie, en Espagne et au Yémen. Le programme a également donné lieu à l'élaboration d'un manuel destiné à renforcer les capacités des autorités nationales en matière de documentation et de profilage des munitions illicites.

10. Grâce à un partenariat de recherche stratégique avec le Stimson Center, Conflict Armament Research et Small Arms Survey, deux publications majeures de l'UNIDIR ont mis en avant les moyens par lesquels les États peuvent mieux identifier, surveiller et atténuer les risques de détournement dans le cadre du Traité sur le commerce des armes. En 2021, le partenariat de recherche mènera une série d'études de cas afin de déterminer les moyens de renforcer la compréhension commune, parmi les États parties au Traité, quant aux effets du Traité sur le commerce des armes sur les risques de détournement lors des transferts d'armes.

11. L'UNIDIR apporte des connaissances et une expertise accrues sur les moyens pratiques qui permettent de mieux intégrer la maîtrise des armes classiques dans la prévention des conflits et le rétablissement de la paix. En 2020, l'Institut a publié un article de fond à l'appui de l'appel du Secrétaire général en faveur d'un cessez-le-feu mondial. Il a également organisé une série d'ateliers virtuels destinés au réseau de praticiens sur les moyens d'améliorer l'intégration de la maîtrise des armes classiques dans l'ensemble du système des Nations Unies. En 2021, l'UNIDIR produira une série

de documents thématiques axés sur les moyens pratiques de mieux intégrer les risques liés aux armes dans les cadres d'analyse des conflits de l'ONU.

12. L'un des autres axes de recherche de l'Institut consiste à étudier les moyens d'adapter la maîtrise des armements à de nouveaux environnements, en accordant une attention particulière à l'atténuation et à la prévention des dommages causés aux civils en milieu urbain. En 2020, ces travaux ont pris un caractère plus pressant encore en raison des conséquences humanitaires combinées des conflits armés et de la pandémie de COVID-19. Les principales activités menées en 2020 ont notamment consisté en un dialogue régional entre militaires sur les armes explosives dans les zones peuplées dans le cadre d'opérations multilatérales et régionales en Afrique de l'Est. Il en est ressorti une série de recommandations visant à réduire les dommages causés aux civils, lesquelles ont été reprises dans un rapport de recherche publié en marge du débat du Conseil de sécurité sur la protection des civils. En 2021, l'Institut poursuivra ses travaux consacrés aux moyens et aux méthodes permettant de mieux cerner et mesurer les répercussions des armes explosives dans les zones peuplées.

13. À la suite de l'explosion dévastatrice qui a frappé Beyrouth en août 2020, l'UNIDIR, en consultation avec des experts en matière de sûreté et de sécurité, a produit une étude spécifique sur les moyens de réduire plus efficacement les risques que les précurseurs d'explosifs font peser sur la sûreté et la sécurité. Cette initiative a mis en évidence la capacité de l'Institut de s'adapter à des changements de circonstances et de fournir une expertise en cas d'événements soudains.

Armes de destruction massive et autres armes stratégiques

14. Le programme de l'Institut sur les armes de destruction massive et autres armes stratégiques s'articule autour de cinq axes de travail : a) la définition de mesures de réduction du risque nucléaire ; b) l'examen de nouvelles approches de la vérification dans le domaine du désarmement nucléaire ; c) le renforcement du respect et de l'application des régimes existants ; d) l'amélioration de la sécurité spatiale ; e) la refonte du désarmement nucléaire et de la maîtrise des armes stratégiques. Dans le climat actuel marqué par des tensions géopolitiques croissantes, les travaux menés dans le cadre de ce programme ont suscité un vif intérêt tout au long de l'année, puisque plus les rapports pertinents de l'UNIDIR ont été téléchargés à plus de 8 600 reprises dans plus de 70 pays.

15. L'identification des moyens de réduire le risque d'emploi d'armes nucléaires est l'un des principaux axes de recherche de l'UNIDIR. En 2020, dans un contexte d'incertitude quant au sort du Traité de 2010 entre les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie sur des mesures visant de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs (nouveau traité de réduction des armements stratégiques) et du Plan d'action global commun, l'Institut a axé son programme sur une analyse contextuelle concrète et des recommandations stratégiques ciblées visant à réduire les risques nucléaires. Les résultats ont été publiés dans sa vaste étude rassemblant plusieurs auteurs et intitulée « Nuclear Risk Reduction: Closing Pathways to Use », qui a suscité un vif intérêt et des commentaires positifs de la part des États Membres. Les travaux menés par l'Institut en matière de réduction des risques ont été présentés dans divers contextes politiques et universitaires, notamment à la Conférence du désarmement, au groupe « Non-prolifération » du Conseil de l'Union européenne, au laboratoire national Lawrence de Livermore et à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. En outre, des organisations telles que le Comité international de la Croix-Rouge, la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et le Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est ont utilisé la typologie du risque nucléaire établie par l'Institut.

16. La vérification du désarmement nucléaire constitue un enjeu majeur pour tout futur processus de désarmement nucléaire. Fort de son expertise de longue date dans ce domaine, l'UNIDIR a réorienté son approche conceptuelle vers de nouvelles méthodes permettant de surmonter les difficultés pratiques dans des contextes de vérification complexes. En 2020, les recherches de l'Institut ont débouché sur une importante étude proposant un dispositif pour un gel vérifié de la production de matières fissiles dans la péninsule coréenne. Les concepts développés dans le cadre de cet axe de travail ont été repris dans divers contextes multilatéraux, ainsi que par des groupes d'experts de haut niveau, et ont fait l'objet de notes d'orientation, de présentations et de citations dans les médias spécialisés.

17. Un autre axe essentiel de ce programme a trait au renforcement du respect et de l'application des régimes relatifs aux armes de destruction massive. Entre son lancement à la mi-2019 et la fin de 2020, cet axe de travail transversal avait produit une série de neuf rapports portant sur le respect et l'application des régimes relatifs aux armes nucléaires, chimiques et biologiques, ainsi que sur les accords de maîtrise des armements entre la Fédération de Russie et les États-Unis. Les rapports ont été téléchargés plus de 1 800 fois et ont suscité des commentaires positifs de la part des représentants des États, y compris des membres de la Première Commission de l'Assemblée générale.

18. Dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et à l'approche de la neuvième Conférence des États parties chargée de l'examen de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, l'UNIDIR a intensifié son action concernant le régime relatif aux armes biologiques. Il a fourni aux États parties des informations sur les questions liées aux progrès de la science et de la technologie et sur les perspectives de renforcement institutionnel de la Convention. En 2021, l'UNIDIR proposera et encouragera une nouvelle réflexion sur les outils et les approches prospectives visant à renforcer le respect et l'application des régimes d'armes de destruction massive et des domaines connexes, tels que le Mécanisme permettant au Secrétaire général d'enquêter sur les allégations d'emploi d'armes chimiques, biologiques et à toxines.

19. La sécurité spatiale est un autre domaine d'étude essentiel de l'UNIDIR dans lequel il possède une expertise de longue date. Face à un espace de plus en plus encombré, contesté et disputé, les recherches dans ce domaine font l'objet d'une demande croissante. En 2020, le travail et l'engagement de l'Institut ont contribué dans une large mesure au discours émergent de la Première Commission sur les moyens de renforcer la sécurité spatiale. L'événement consacré à la connaissance de la situation spatiale et à la vérification, organisé par l'Institut en collaboration avec la Secure World Foundation, a attiré 280 participants. En 2021, l'UNIDIR contribuera aux efforts de sensibilisation et de compréhension quant options permettant de renforcer la sécurité spatiale, et il étudiera plus avant l'interaction entre les domaines des contre-capacités spatiales et de la technologie des missiles.

20. Dans le cadre de ses travaux sur l'avenir du désarmement nucléaire et de la maîtrise des armes stratégiques, l'UNIDIR a entamé un dialogue sur le désarmement nucléaire, la dissuasion nucléaire et la maîtrise des armes stratégiques avec un groupe de 40 experts de haut niveau du monde entier. Au cours de l'année 2020, le groupe a défini les moyens de surmonter la polarisation politique qui caractérise actuellement la diplomatie nucléaire et de recentrer l'attention sur les incitations communes afin de redynamiser les efforts visant à réduire la dépendance à l'égard des armes nucléaires malgré la complexité de l'environnement stratégique. En 2021, ce groupe formulera des recommandations pratiques concernant la maîtrise des armes stratégiques et le désarmement nucléaire dans la perspective d'événements

importants, notamment la dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Sécurité et technologie

21. Le programme de l'Institut consacré à la sécurité et à la technologie est conçu de manière à apporter une réponse dynamique à l'accélération du rythme et de l'ampleur des avancées technologiques, en étudiant leurs incidences sur la paix et la sécurité internationales et sur le développement. En 2020, l'UNIDIR s'est concentré sur trois axes de travail, à savoir a) la stabilité dans le cyberspace ; b) les incidences du recours à l'intelligence artificielle et à l'autonomie dans les systèmes d'armes et d'autres applications militaires ; c) les conséquences, positives et négatives, sur la sécurité découlant des innovations récentes et à venir en matière de science et de technologie. Le soutien de l'Institut à l'élaboration et à la mise en œuvre de normes multilatérales sur des politiques et des pratiques sûres et responsables est une caractéristique distincte de ce programme.

22. La recrudescence des cyberincidents dans le contexte de la pandémie de COVID-19 a une fois de plus mis en lumière les vulnérabilités numériques, démontrant ainsi la pertinence et l'urgence des travaux de l'Institut dans le domaine de la cyberstabilité. En 2020, l'UNIDIR a mis à jour son portail consacré aux politiques de cybersécurité, un outil mondial de renforcement de la confiance et des capacités destiné à améliorer la gestion des crises cyber. Le portail a été visité par des utilisateurs de 206 États et territoires. Il a été largement cité et approuvé par plusieurs États Membres au sein du Groupe de travail à composition non limitée sur les progrès de l'informatique et des télécommunications dans le contexte de la sécurité internationale. L'Institut a également publié un rapport de fond, intitulé « Supply Chain Security in the Cyber Age », ainsi qu'un compendium technique supplémentaire consacré aux tendances du secteur, aux menaces actuelles et aux réponses multipartites. Il a en outre organisé une série de webinaires et de dialogues multipartites axés sur la divulgation des vulnérabilités, la protection des infrastructures critiques et la coopération public-privé dans la mise en œuvre des normes. En 2021, l'UNIDIR continuera à soutenir l'opérationnalisation des normes applicables au cyberspace en combinant des dialogues multipartites et des rapports de recherche et consacrera une série d'activités de recherche à la question de la prévention et de la gestion des cyberconflits.

23. Un autre axe de recherche majeur concerne les incidences de l'intelligence artificielle et de l'autonomie sur les systèmes d'armes, d'autres applications militaires et les processus décisionnels. En 2020, l'Institut a lancé une nouvelle série d'exercices de simulation en ligne et à l'échelle régionale afin d'examiner le rôle du contrôle humain dans la prise de décision concernant l'usage de la force. Il a publié trois rapports importants sur la question épineuse de la boîte noire, les essaims de robots (également disponibles en anglais et en espagnol) et la modernisation de la maîtrise des armements en relation avec des applications autres que les systèmes d'armes faisant appel à l'intelligence artificielle. Comme les années précédentes, les travaux de l'Institut dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes ont été largement évoqués dans les déclarations des États Membres lors des sessions du Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes. En 2021, l'UNIDIR continuera à appuyer les discussions multilatérales portant sur les incidences de l'intelligence artificielle et de l'autonomie sur la sécurité, dans le cadre d'une série de rapports et d'événements consacrés aux aspects techniques, militaires et juridiques ou de gouvernance de cette technologie.

24. Le troisième axe de travail du programme, tourné vers l'avenir, explore les dimensions, les risques et les avantages des innovations scientifiques et technologiques sur le plan de la sécurité. En 2020, toutes les activités menées au titre de ce volet ont porté sur le thème des innovations dans le domaine des sciences de la vie et de leurs implications pour la sécurité internationale. Après l'organisation d'un petit-déjeuner technologique consacré aux nanomatériaux, le thème a été approfondi dans un rapport de recherche sur les avancées technologiques les plus pertinentes dans le domaine des sciences de la vie. En outre, ce thème a été mis à l'honneur lors de l'un des événements phares annuels de l'Institut, le Dialogue autour de l'innovation (Innovations Dialogue), qui a réuni, dans un format virtuel, plus de 20 intervenants et 600 participants du monde entier. En 2021, cet axe de travail se concentrera sur une sélection de technologies numériques sous le thème de l'« instabilité numérique ».

Genre et désarmement

25. Dans le cadre de son programme sur le genre et le désarmement, l'Institut entend aider les décideurs politiques et les chercheurs à faire le lien entre les questions de genre et le désarmement. Il poursuit deux objectifs : a) parvenir à l'égalité des genres dans les instances multilatérales de désarmement, conformément aux objectifs énoncés dans le Programme de désarmement (actions 36 et 37) ; b) favoriser la prise en compte des questions de genre et des analyses connexes dans les processus de contrôle des armements et de désarmement. Coprésidé par le Canada, l'Irlande, la Namibie, les Philippines et l'UNIDIR, le Groupe d'influence des Champions internationaux de l'égalité des sexes dans le domaine du désarmement est l'une des principales entités qui s'attèle à la poursuite de ces objectifs stratégiques. Il entend promouvoir le dialogue, partager les connaissances et favoriser la prise en compte des questions de genre dans les instances multilatérales de désarmement.

26. Afin de promouvoir l'égalité des genres et de favoriser la participation des femmes à la maîtrise des armements et au désarmement, l'Institut a organisé un atelier régional en Afrique sur les questions de genre dans la maîtrise des armements et le désarmement. Des fonctionnaires et experts nationaux de 15 États africains ont participé à la réunion qui s'est tenue en Ouganda. L'UNIDIR a également pris part à des activités similaires organisées par des institutions compétentes dans le domaine du désarmement, telles que l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, qui a intensifié en 2020 ses efforts pour faire progresser l'égalité des genres en réalisant un audit sur le genre et la diversité et en tenant une série de réunions internes ainsi que des débats publics.

27. À l'occasion du vingtième anniversaire de la résolution [1325 \(2000\)](#) du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité, l'Institut a publié le rapport « Créer des liens : la maîtrise des armements, le désarmement et le programme femmes, paix et sécurité », qui proposait une approche novatrice des mesures de maîtrise des armements et de désarmement tenant compte des questions de genre. En collaboration avec plusieurs États Membres, des organisations de la société civile, le Groupe d'influence des Champions internationaux de l'égalité des sexes dans le domaine du désarmement et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), l'Institut a également coorganisé un événement parallèle de haut niveau en amont du débat public du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité. Il a en outre produit une série de courtes vidéos sous-titrées en anglais, en arabe, en chinois, en espagnol, en français et en russe, mettant en évidence les meilleures pratiques en matière de maîtrise des armements tenant compte des questions de genre. Ces vidéos ont été visionnées 5 800 fois.

28. En 2020, l'Institut a lancé un projet de recherche pionnier visant à proposer les éléments constitutifs d'éventuelles approches de la cybersécurité fondées sur le genre.

Les résultats ont été présentés dans un rapport de recherche et examinés lors d'un événement parallèle à la série de dialogues virtuels informels multipartites #LetsTalkCyber, coorganisé par l'UNIDIR, la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, le Canada et le Chili. L'Institut a également analysé les incidences générées de la pandémie de COVID-19 et élaboré des orientations relatives aux politiques de santé publique tenant compte des questions de genre, lesquelles ont été diffusées et examinées lors d'un webinaire sur le genre, les armes biologiques et la COVID-19.

29. En 2021, l'Institut continuera à œuvrer en faveur de la participation et de l'action des femmes dans le domaine de la maîtrise des armements et du désarmement en menant de nouvelles recherches sur les schémas de genre dans les professions liées à la gestion des armes et des munitions. Il étudiera par ailleurs l'applicabilité de l'analyse des questions de genre aux technologies liées à la sécurité, telles que la cybersécurité et les systèmes militaires reposant sur l'intelligence artificielle. En collaboration avec le Groupe d'influence des Champions internationaux de l'égalité des sexes dans le domaine du désarmement, l'UNIDIR continuera à organiser des réunions d'information sur le genre destinées à aborder les processus multilatéraux de maîtrise des armements, de non-prolifération et de désarmement.

Projet de zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient

30. Le projet de l'Institut sur une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient a fait l'objet d'un lancement officiel lors d'une manifestation organisée parallèlement à une réunion de la Première Commission en octobre 2019, avec le soutien de l'Union européenne. Le projet examine la chronologie historique ainsi que les perspectives et les possibilités de création d'une telle zone. Des clivages de longue date sur la question, ainsi que des rivalités et une profonde méfiance entre les États de la région ont entravé les travaux de recherche stratégique et réduit l'attention portée aux initiatives de coopération visant à atténuer les problèmes de prolifération. Or, en l'absence de telles démarches, le risque de conflit et d'instabilité dans la région et au-delà ne fera que croître.

31. Les quatre objectifs généraux du projet sont les suivants : a) produire un récit chronologique des efforts déployés pour créer une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient et en tirer des enseignements en vue de démarches futures ; b) renforcer les capacités d'analyse pour favoriser une nouvelle réflexion sur les questions de sécurité régionale et sur une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient ; c) recueillir des idées et formuler de nouvelles propositions pour aller de l'avant sur cette question ; d) favoriser un dialogue inclusif et solliciter les points de vue des parties prenantes de la région, notamment avec la participation de fonctionnaires et d'experts compétents à une série d'ateliers et de dialogues aux fins de l'établissement des faits dans des États du Moyen-Orient.

32. En 2020, cette initiative a donné naissance à un dépôt de documents en ligne contenant plus de 400 documents clés, dont plusieurs ont été publiés pour la première fois. Ce répertoire fait office de pôle de connaissances accessible au public sur l'évolution, à ce jour, du processus de création d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient. En 2021, ces documents seront rattachés à une frise chronologique interactive et en ligne retraçant les principales étapes de l'histoire du projet de création de la zone. La frise chronologique sera disponible en arabe, en anglais, en hébreu et en persan.

33. Le dialogue régional est un élément fondamental de ce projet. En 2020, quatre événements ont ainsi été organisés, lesquels ont attiré plus de 500 participants, signe du vif intérêt suscité dans la région et au-delà. Le personnel du projet a participé et contribué à plus de onze événements et a régulièrement informé et consulté les États

de la région et les entités compétentes du système des Nations Unies, notamment l'Unité d'appui à l'application de la Convention sur les armes biologiques et l'Agence internationale de l'énergie atomique. Afin de définir la manière dont la question de la zone pourrait être abordée lors de la dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, le projet a publié, en avril 2020, un rapport de conférence sur les voies à suivre pour un processus visant à créer une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient. Un document de projet sur les moyens par lesquels les zones exemptes d'armes nucléaires contribuent à la paix et à la stabilité régionales et à d'autres objectifs politiques a été présenté lors d'un atelier organisé par le Bureau des affaires de désarmement, auquel ont assisté plus de 80 participants du Moyen-Orient. Tout au long de l'année, des entretiens ont été menés avec plus de 50 fonctionnaires et experts de la région, les trois États dépositaires du Traité, l'Organisation des Nations Unies et l'Union européenne afin d'exposer les thèmes, les enjeux et les débats qui sous-tendent les discussions sur la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive dans la région. En 2021, les travaux menés dans le cadre de ce projet consisteront à cerner les principaux enjeux, les possibilités, les obstacles et les idées qui revêtent une importance pour la création éventuelle d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient et pour les efforts destinés à renforcer la coopération régionale en matière de sécurité. Un document d'orientation sur la vérification nucléaire dans une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient sera publié, de même qu'un recueil d'essais sur les enseignements tirés du Plan d'action global commun pouvant être appliqués au processus de création d'une zone au Moyen-Orient et un recueil d'essais édité sur les perspectives régionales, les éléments moteurs et les objectifs de la zone.

2. Services d'information et de conseil

34. Les services d'information et de conseil sont au cœur de la mission de l'Institut. Tout au long de l'année 2020, les demandes d'analyse technique, d'expertise et d'information adressées à l'Institut ont continué d'augmenter. L'UNIDIR a activement soutenu les mécanismes de désarmement de l'Organisation des Nations Unies et a entretenu un dialogue régulier avec de multiples partenaires de l'ONU et des organisations régionales. Son personnel a continué à mettre ses compétences et son soutien à la disposition de la Conférence du désarmement, à la demande des présidences respectives. Sous la présidence de l'Argentine, l'UNIDIR a fait une présentation sur la participation des femmes et la prise en compte des questions de genre dans le désarmement. À cette occasion, la présidence argentine a publié un « document officiel » présentant des idées pour améliorer l'équilibre des genres au sein de la Conférence du désarmement. L'UNIDIR a organisé 11 événements parallèlement à la soixante-quinzième session de l'Assemblée générale. Ceux-ci ont favorisé l'échange de réflexions et d'idées sur les questions à l'ordre du jour de la Première Commission, notamment sur la réduction du risque nucléaire et les possibilités technologiques de renforcer le respect des traités sur les armes de destruction massive. En collaboration avec le Groupe d'influence des Champions internationaux de l'égalité des sexes dans le domaine du désarmement, l'UNIDIR s'est efforcé de promouvoir la prise en compte des questions de genre au sein de la Première Commission.

35. En 2020, l'UNIDIR a apporté une contribution et un soutien de fond au Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner les problèmes découlant de l'accumulation de stocks de munitions classiques en surplus. Il a également maintenu son soutien au Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et à la Convention sur certaines armes classiques. L'Institut a continué à fournir un appui technique aux

processus parallèles établis par l'Assemblée générale, à savoir le Groupe de travail à composition non limitée sur les progrès de l'informatique et des télécommunications dans le contexte de la sécurité internationale (voir la résolution 73/27) et le Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner les moyens de favoriser le comportement responsable des États dans le cyberspace dans le contexte de la sécurité internationale (voir la résolution 73/266). L'UNIDIR, en étroite collaboration avec le Bureau des affaires de désarmement, a prodigué des conseils aux deux présidences, élaboré des notes d'information, fait des exposés, synthétisé les contributions des délégations nationales et produit plusieurs versions des projets de textes de négociation. Dans le cas des systèmes d'armes autonomes, l'année 2020 s'est caractérisée par des possibilités limitées de discussions formelles dans le cadre du Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes. De par ses travaux consacrés à ces questions, l'Institut a joué un rôle essentiel pour maintenir la dynamique et l'intérêt pour ces thématiques. L'unique financement affecté à ces activités d'information et de conseil provient des ressources prélevées sur le budget ordinaire de l'ONU qui sont destinées aux services consultatifs fournis aux groupes d'experts gouvernementaux.

36. L'Institut a organisé des exposés d'experts, apporté une assistance technique et livré des connaissances et des recherches de fond sur un large éventail de questions relatives au désarmement, à la maîtrise des armements et à la sécurité, notamment les menaces et les avantages associés aux technologies et aux transformations numériques ; les femmes et la paix et la sécurité ; les armes de destruction massive ; l'espace ; l'atténuation des dommages causés aux civils par l'utilisation d'armes explosives ; les différents liens entre la maîtrise des armements et les initiatives plus générales de l'ONU dans les domaines de la paix, de la sécurité, des droits de l'homme et du développement durable. Ce faisant, il a continué à étendre son réseau et à explorer les initiatives et les possibilités de collaboration avec des partenaires du système des Nations Unies tels que le Département des opérations de paix, le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le Programme des Nations Unies pour le développement, ONU-Femmes, l'Unité d'appui à l'application de la Convention sur les armes biologiques, la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme et l'Organisation mondiale de la Santé.

37. En partenariat avec l'Union africaine, l'UNIDIR a organisé un séminaire sur les enseignements tirés des missions. Ce séminaire portait sur les moyens de renforcer les politiques et les pratiques en matière de gestion des armes et des munitions en Afrique, dans le cadre de l'initiative de l'Union africaine intitulée « Faire taire les armes d'ici 2020 ». Cet événement a débouché sur la publication de dix rapports d'analyse par pays sur les États africains et a amené la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et l'Union africaine à utiliser les évaluations nationales de référence sur la gestion des armes et des munitions comme outil pratique pour appuyer leurs efforts de lutte contre les armes légères et de petit calibre illicites. En outre, à la demande de la présidence du Forum pour la coopération en matière de sécurité de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), l'UNIDIR a fait un exposé dans le cadre de la deuxième réunion biennale pour évaluer la mise en œuvre des documents de l'OSCE sur les armes légères et de petit calibre et les stocks de munitions conventionnelles.

38. En 2020, l'Assemblée générale a souligné « la contribution que l'Institut apporte et devrait continuer d'apporter dans le domaine de l'éducation au service du désarmement et de la non-prolifération dans toutes les régions du monde » (voir la résolution 75/82). Le cours d'orientation sur le désarmement organisé chaque année

par l'Institut à l'intention des diplomates arrivant en poste à Genève, conçu et présenté conjointement par l'UNIDIR et le Service de Genève du Bureau des affaires de désarmement, a été dispensé à 41 représentants du monde entier dans un format virtuel inédit en raison de la pandémie de COVID-19. Le cours se composait de six modules thématiques en ligne, chacun combinant des vidéos d'introduction et des vidéoconférences interactives en ligne de 90 minutes auxquelles ont participé un large éventail d'experts et de représentants de divers horizons. Comme les années précédentes, le cours a reçu un accueil positif de la part des diplomates participants et des missions permanentes. Il sera proposé tous les ans, sous réserve de financement. Le personnel de l'UNIDIR a continué de donner des conférences et de participer à un large éventail d'activités de formation dans le monde entier. Il a régulièrement organisé des séances d'information à l'intention de chercheurs invités, de fonctionnaires et de groupes d'étudiants à Genève. La dimension virtuelle de ces événements a accentué le rayonnement mondial de l'Institut. Par exemple, le personnel de l'UNIDIR a contribué aux conférences présentées dans le cadre des cours en ligne du Geneva Centre for Security Policy sur le leadership en matière de sécurité internationale et sur le renforcement des capacités pour une application efficace du Traité sur le commerce des armes ; il a participé à un exercice de simulation à l'intention des hauts dirigeants sur les risques biologiques catastrophiques, organisé par la Nuclear Threat Initiative lors de la Conférence de Munich sur la sécurité ; il a pris part à un échange virtuel organisé par l'Institut Matías Romero à Mexico.

3. Activités de dialogue

39. Du fait de son statut d'organisme autonome du système des Nations Unies, l'Institut exerce une fonction unique de rassembleur. L'UNIDIR fait office de cadre pour des dialogues multipartites ouverts à tous et sert de plateforme pour l'échange de connaissances et d'idées. Ses événements réunissent des représentants des États, de la société civile et de l'industrie, ainsi que des experts et des chercheurs appartenant à divers horizons disciplinaires et géographiques, afin de discuter d'un éventail large et diversifié de questions relatives au désarmement et à la sécurité mondiale.

40. En 2020, dans un contexte marqué par la pandémie de COVID-19, l'Institut a mis à l'essai avec succès des approches innovantes pour l'organisation et la tenue d'événements multipartites en ligne. Il a également élargi son répertoire de formats virtuels interactifs et axés sur la pratique. Ainsi, en 2020, l'Institut a organisé un nombre record de 48 événements qui ont rassemblé plus de 7 500 participants, soit une augmentation de 50 % par rapport au nombre d'événements organisés en 2019 et une hausse de près de 400 % du nombre de participants. Les événements et activités de l'Institut ont notamment consisté en une nouvelle série d'exercices de simulation en ligne et à l'échelle régionale afin d'examiner le rôle de l'élément humain dans les systèmes d'armes autonomes ; une manifestation parallèle à la réunion du Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes ; la série de petits-déjeuners technologiques ; un dialogue multipartite tourné vers l'avenir et axé sur les technologies émergentes ; un atelier sur les voies à suivre pour le processus relatif à la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient et la dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ; une table ronde sur la pertinence des enseignements tirés du Plan d'action global commun pour le processus de création d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient ; un atelier régional en Ouganda sur la prise en compte des questions de genre dans la maîtrise des armements et le désarmement, auquel ont participé des représentants de 15 États africains. L'UNIDIR a également organisé un événement

bilatéral de haut niveau sur la maîtrise des armements consacré au nouveau Traité de réduction des armements stratégiques et à l'avenir, un séminaire en ligne sur les scénarios de risque nucléaire et un atelier d'orientation sur la Convention sur les armes biologiques. En 2021, sous réserve des restrictions imposées aux voyages et aux réunions dans le contexte de la COVID-19, l'UNIDIR prévoit de reprendre progressivement les activités en présentiel et de poursuivre l'expansion des activités et événements régionaux.

41. L'UNIDIR organise trois événements phares annuels : la conférence sur la sécurité spatiale, la conférence sur la stabilité dans le cyberspace et le Dialogue autour de l'innovation. La conférence 2020 sur la stabilité dans le cyberspace a été consacrée à l'avenir du dialogue institutionnel régulier. Elle s'est tenue pour la première fois dans un format hybride, réunissant plus de 60 personnes en présentiel et plus de 250 participants en ligne à travers le monde. La pandémie de COVID-19 a contraint l'Institut à reporter pour une durée indéterminée une conférence sur la sécurité spatiale en présentiel. Cependant, il a organisé avec succès une série de quatre séminaires virtuels baptisés « Launch Pad » sur des sujets liés à la sécurité spatiale et aux missiles. Le Dialogue autour de l'innovation a été inauguré en 2019 à la suite d'une demande de l'Assemblée générale (voir la résolution 73/32). L'édition 2020 était axée sur les risques et les défis posés par les innovations dans le domaine des sciences de la vie dans le contexte de la sécurité internationale et du désarmement. Elle s'est tenue dans un format virtuel et a rassemblé 600 participants du monde entier.

42. Afin d'envisager l'avenir du désarmement et de la maîtrise des armements nucléaires, l'UNIDIR a commencé à travailler selon un nouveau format en 2020 en lançant le dialogue sur le désarmement, la dissuasion et la maîtrise des armes stratégiques (Disarmament, Deterrence and Strategic Arms Control Dialogue). Trois tables rondes interactives en ligne ont été organisées dans le cadre de ce dialogue novateur. Elles ont réuni 40 experts de haut niveau du monde entier, aux opinions diverses, dans un dialogue coopératif visant à définir et à poursuivre des intérêts communs afin de transcender les divergences stratégiques actuelles. Le dialogue a pour objectif de contribuer à la refonte des processus, instruments et approches bilatéraux, multipartites et multilatéraux en matière de maîtrise des armements.

4. L'Institut

43. L'UNIDIR a continué à améliorer et à consolider sa structure de financement et son modèle opérationnel, conformément aux recommandations figurant dans le rapport du Secrétaire général sur l'Institut (A/73/284). Dans sa résolution 75/82, l'Assemblée générale s'est félicitée de l'intensification du niveau de recherche et d'activité de l'Institut, de l'augmentation du nombre et de la diversité de ses publications de recherche et de l'utilité qu'elles revêtent pour les discussions multilatérales sur le désarmement, tout en exprimant de nouveau sa préoccupation face à la situation financière intenable des opérations de l'Institut.

Effectifs et fonctionnement

44. La capacité de l'UNIDIR, en tant qu'institut de recherche, d'attirer et de conserver des talents diversifiés et de grande qualité du monde entier est essentielle à sa mission. En 2020, il a continué à attirer un vivier diversifié de chercheurs très qualifiés. Au cours de l'année, le nombre de membres du personnel à temps plein est passé de 28 à 32, soit une augmentation de 14 %. L'Institut doit également faire preuve de suffisamment de souplesse pour répondre à l'évolution des besoins en matière de recherche dans un contexte de sécurité mondiale dynamique. À cette fin, comme indiqué précédemment (voir A/74/180 et A/75/134), en 2019, l'UNIDIR a fait appel aux services du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

(UNOPS) pour pouvoir proposer des prestations de conseil plus attrayantes et plus souples au moyen de contrats de vacataire.

45. L'UNIDIR a l'intention de rétablir le poste de directeur adjoint ou de directrice adjointe en 2021, compte tenu de la taille actuelle de l'Institut et de l'ampleur croissante de ses activités. Cette mesure sera financée par les économies résultant de la suppression de deux postes de la classe P-5.

46. Le nouveau programme de chercheurs invités est consacré aux experts en milieu de carrière du monde entier et vise à étoffer le vivier diversifié de compétences de recherche au sein de l'Institut. En 2020, le programme a été perturbé par la pandémie de COVID-19 et les visites ont dû être reportées à 2021. Au cours de l'année, l'UNIDIR a renforcé son programme de boursiers non-résidents afin d'y inclure huit experts ayant une expérience dans les domaines de la cybersécurité ; de la sécurité spatiale ; des armes classiques ; des armes chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires ; de la lutte contre la violence ; du genre et du désarmement ; du droit international du désarmement.

47. En 2020, l'UNIDIR a lancé un programme à l'intention de professeurs du supérieur qui fournit une modeste allocation à de jeunes universitaires, leur permettant d'acquérir une expérience pratique à court terme dans un environnement politique multilatéral. Au cours de l'année, il a bénéficié de la contribution inestimable de 17 étudiants des deuxième et troisième cycles.

48. En 2020, l'Institut a renforcé ses processus de gestion budgétaire, financière et des subventions, notamment par la constitution d'une nouvelle équipe chargée des finances, du budget et de l'administration, composée d'un poste de spécialiste des finances et du budget (chef d'équipe) de classe P-4, d'un poste de spécialiste des finances et du budget de classe P-3 et d'un poste de fonctionnaire d'administration adjoint de classe P-2. L'UNIDIR a également renforcé ses processus de planification du budget annuel, ses examens trimestriels du budget, ses pratiques de contrôle financier mensuel et sa méthodologie de prévision de recettes. En outre, l'Institut a rationalisé sa structure de subvention et amélioré l'établissement des rapports destinés aux donateurs.

49. La place de l'Institut au Palais des Nations à Genève lui permet d'interagir régulièrement avec les processus et les parties prenantes du désarmement et de conserver son rôle de rassembleur actif. Dans le cadre du nouveau mémorandum d'accord sur les services d'appui administratif chiffrés conclu entre l'Institut et l'Office des Nations Unies à Genève, les coûts de prestation de services, y compris les frais de location, se sont élevés à 295 451 dollars. En outre, à la suite de la récente demande de l'Assemblée générale concernant les frais de location pour l'hébergement de l'Institut au Palais des Nations (voir résolution [75/82](#)), l'Office des Nations Unies à Genève met désormais des locaux à la disposition de l'Institut à un taux réduit établi pour couvrir uniquement les dépenses de fonctionnement.

50. L'accord entre l'UNIDIR et l'UNOPS prévoit l'octroi en temps utile de contrats entre ces deux organes par la voie des processus de recrutement de l'UNOPS ou à la suite d'une présélection effectuée par l'UNIDIR, ainsi que l'administration des contrats octroyés par l'UNOPS. Au 31 décembre 2020, le montant total des dépenses au titre de cet arrangement, y compris les dépenses de personnel, s'élevait à 3 163 290 dollars, dont 964 657 dollars ont été engagés en 2019 et 2 198 633 dollars en 2020.

51. L'UNIDIR mesure l'efficacité et l'efficacé de son accord avec l'UNOPS sur la base des délais convenus pour l'octroi des contrats et l'émission des billets de voyage, tout en tenant compte de l'exactitude et de la réactivité dans l'administration des contrats. Au 31 décembre 2020, l'UNOPS avait traité un total de 54 contrats et

prorogations et avait aidé 117 personnes à effectuer leurs déplacements dans les délais convenus.

Communication et sensibilisation

52. Grâce aux efforts qu'il a déployés pour accroître sa visibilité et son engagement auprès du grand public au niveau mondial, et ce, par la refonte de son site Web, par le recours à des formats multimédias innovants et par une stratégie peaufinée en matière de médias sociaux, l'Institut a pu renforcer son rayonnement mondial et maintenir une interaction mondiale tout au long de la pandémie de COVID-19. En 2020, son site Web a enregistré une augmentation de 125 % du nombre de visites, portant à 660 000 le nombre total de consultations du site par des personnes établies dans tous les États Membres. Fort d'une augmentation de 135 % de ses abonnés sur Instagram et de 45 % sur Twitter, l'Institut a encore renforcé sa présence et sa visibilité sur les médias sociaux. Les investissements réalisés dans les communications en ligne ont permis à l'UNIDIR de mieux suivre l'impact de ses travaux, notamment en surveillant l'engagement, les consultations du site, les téléchargements de publications et les citations universitaires. Ces informations complètent les commentaires et évaluations des participants que l'Institut demande désormais pour les événements et qui sont intégrés dans ses rapports à l'intention des donateurs.

53. En 2020, le taux de participation aux 48 événements organisés par l'Institut, pour un total de 7 500 personnes, était près de quatre fois plus élevé qu'en 2019. Cette augmentation s'explique par le public plus large qu'il a été possible d'atteindre grâce à la transition vers des événements en ligne dans le contexte de la pandémie. L'UNIDIR a également publié 75 vidéos, soit une augmentation de 97 % par rapport à 2019. Il s'agissait notamment de documentaires de plus longue durée sur des sujets tels que les essais de robots, l'intégration de la maîtrise des armements dans le programme pour les femmes et la paix et la sécurité, et la gestion des armes et des munitions ; de documents d'analyse plus succincts sur les systèmes d'armes autonomes, le cyberspace et l'espace ; des vidéos de fond préparatoires aux conférences phares de l'Institut ; et de films spécialement réalisés pour le quarantième anniversaire de l'UNIDIR.

54. L'Institut continue d'accorder la priorité à la facilité d'accès à ses travaux de recherche et à ses analyses d'experts, qui sont disponibles dans un nombre croissant de langues. Plus de 25 traductions ont été publiées en 2020, notamment en arabe, en français, en hébreu, en persan et en espagnol. Les 52 publications de l'Institut ont abordé des sujets aussi variés que la réduction du risque nucléaire, les armes chimiques et biologiques, les systèmes d'armes autonomes, les essais de robots, la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient, les armes explosives dans les conflits urbains et les questions de genre liées à la cyberdiplomatie. Toujours soucieux de mettre l'accent sur les outils pratiques, l'Institut a produit un outil d'auto-évaluation concernant la lutte contre les engins explosifs improvisés à l'intention des États Membres, un manuel permettant de dresser le profil des munitions d'armes légères dans les contextes de violence armée et un dépôt de documents consultable qui rassemble et organise les principaux documents relatifs à l'évolution de l'initiative en faveur de la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient, ainsi que de brefs « explicatifs » sur les nanomatériaux et sur le genre et les armes chimiques.

55. En 2021, l'Institut continuera à dynamiser considérablement la fréquentation de son site Web et de ses plateformes de médias sociaux. Il produira des publications innovantes, des outils interactifs et du contenu multimédia, en mettant l'accent sur l'accessibilité du contenu et sur les traductions. La sensibilisation des médias

constituera une priorité, et la présence numérique de l'Institut aura pour but de susciter des échanges avec de nouveaux publics tout en recherchant de nouveaux soutiens et partenaires pour ses travaux de recherche.

Partenariats

56. Malgré la pandémie, l'UNIDIR a continué d'élargir et de renforcer ses partenariats, notamment avec des organismes des Nations Unies, avec des organisations régionales et nationales et avec le secteur privé. L'Institut a également continué à informer ses donateurs au sujet de ses activités et de sa situation financière dans le cadre de forums semestriels de donateurs, et a adopté des principes directeurs pour structurer son action auprès du secteur privé et des partenaires philanthropiques. En outre, il a continué à collaborer avec un large éventail d'établissements de recherche et d'universitaires du monde entier sur des activités spécifiques. Il a ainsi organisé un atelier au Caire en coopération avec le Conseil égyptien des affaires étrangères et signé un mémorandum d'accord avec la Secure World Foundation afin d'officialiser leur partenariat de longue date.

57. Le partenariat stratégique conclu avec le Bureau des affaires de désarmement a été renforcé, et l'UNIDIR a participé aux processus interinstitutions de l'ONU sur la lutte antimines, les engins explosifs improvisés, les risques biologiques et les armes biologiques, les armes légères et de petit calibre, les problèmes liés au cyberspace, l'égalité des genres et les bonnes pratiques, ainsi que les enseignements tirés des zones exemptes d'armes nucléaires existantes.

58. En 2021, l'UNIDIR entend approfondir sa collaboration au sein du système des Nations Unies et avec d'autres partenaires multilatéraux tout en élargissant son engagement avec le secteur privé et les organisations philanthropiques. Cette initiative sera en partie facilitée par la petite présence de liaison qui sera établie à New York. L'Institut renforcera également sa communication avec le grand public.

Mobilisation de ressources

59. Le nombre et l'hétérogénéité des États Membres et des donateurs privés qui ont apporté un soutien financier généreux à l'UNIDIR en 2020 sont présentés au tableau 2 de l'annexe III. À partir du présent rapport, l'UNIDIR présentera les contributions des donateurs en fonction de l'année de leur réception et non de celle au cours de laquelle les accords ont été signés. Cette méthode permettra de comptabiliser les engagements pluriannuels signés les années précédentes dans l'exercice au cours duquel ils sont exécutés, et de mieux aligner les contributions sur les programmes de recherche pluriannuels de l'Institut. Elle contribuera également à rendre plus transparente et plus pertinente la comparaison entre les ressources totales disponibles pour l'année et le montant total des dépenses engagées pour la mise en œuvre des activités prévues.

60. L'UNIDIR dépend presque entièrement de financements volontaires et continue de prendre des mesures proactives pour obtenir les fonds nécessaires à la mise en œuvre de son programme de travail, notamment en déployant d'importants efforts de mobilisation des ressources tant au niveau de l'Institut que des programmes. En 2020, malgré des donateurs un peu moins hétérogènes, il a reçu des contributions importantes de la part de nouveaux donateurs. Si l'UNIDIR a signé un certain nombre d'accords de financement pluriannuels couvrant ses activités jusqu'à la fin de 2021, il n'a signé en 2020 aucun nouvel accord pluriannuel pour les activités relatives aux programmes. Le financement pluriannuel est essentiel au maintien des résultats de l'Institut, car il permet de réaliser des investissements dans un domaine de travail durable et accroît les chances d'avoir un impact politique, ainsi que d'attirer et de conserver le personnel et les talents. Il permet également à l'UNIDIR de faire preuve

d'une plus grande souplesse face à l'évolution des conditions de sécurité internationale et d'explorer des tendances et des thèmes nouveaux ou émergents en temps utile.

61. L'UNIDIR demeure confronté à des défis découlant de la part importante de ses contributions qui sont préaffectées. En 2020, seuls 16 % des fonds des donateurs n'étaient pas affectés, ce qui a permis de les utiliser avec une plus grande souplesse dans des activités institutionnelles ou d'autres domaines de recherche émergents. À cet égard, et considérant que l'UNIDIR dépend presque entièrement de financements volontaires, l'Assemblée générale a lancé en 2020 un appel à tous les États membres pour qu'ils continuent de soutenir financièrement l'Institut, si possible au moyen de contributions pluriannuelles, et les a vivement encouragés à ne pas préaffecter leurs contributions, de façon à concourir à long terme à la viabilité, à l'indépendance et à l'impartialité de l'Institut et à la qualité de ses travaux (voir la résolution 75/82).

62. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a récemment salué le soutien de l'Institut en faveur du développement économique et du bien-être des pays en développement. Grâce à cette reconnaissance, l'Institut est devenu éligible à l'aide publique au développement, ce qui lui permettra de mobiliser des fonds liés au développement.

5. Ressources et dépenses

63. En tant que fonds d'affectation spéciale des Nations Unies, l'UNIDIR est financé par des contributions volontaires et une petite subvention prélevée sur le budget ordinaire de l'ONU pour couvrir le coût du Directeur et du personnel.

64. Grâce au soutien généreux de 25 donateurs, les recettes totales se sont élevées à 6 851 217 dollars en 2020. Les recettes réelles pour le premier trimestre 2021 sont également indiquées à l'annexe III, tableau 1. Les écarts entre les contributions volontaires projetées (voir A/75/134, annexe IV) et effectivement reçues sont liés au petit nombre de contributions plus élevées que prévu et aux nouveaux donateurs. Environ 84 % des contributions volontaires reçues par l'UNIDIR en 2020 étaient affectées à des programmes ou activités spécifiques. La subvention prélevée sur le budget ordinaire de l'ONU s'est élevée à 276 200 dollars (voir annexe III, tableau 2), soit 4 % seulement des recettes totales de l'Institut en 2020.

65. En 2020, l'Assemblée a invité le Secrétaire général à présenter, dans le cadre du budget-programme pour 2022, une proposition visant à augmenter la subvention accordée à l'Institut (voir la résolution 75/82). Le Conseil d'administration de l'Institut a également réitéré (A/75/283, par. 62) sa recommandation de longue date selon laquelle la subvention accordée à l'Institut devrait être augmentée proportionnellement à ses besoins actuels et conformément aux recommandations que le Secrétaire général avait formulées dans son rapport de juillet 2018 (A/73/284).

66. Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2022 pour la subvention accordée à l'UNIDIR s'élèvent à 645 600 dollars, soit une augmentation de 364 900 dollars, comme l'a demandé l'Assemblée générale dans sa résolution 75/82. Cette augmentation permettra de créer un poste supplémentaire de classe P-5 pour aider le Directeur à s'acquitter de toutes ses fonctions d'encadrement et d'administration ; d'organiser des exposés trimestriels à l'intention de tous les groupements régionaux sur les travaux de recherche et les réflexions menés sur les questions de désarmement pertinentes ; de tenir, dans des pays non membres de l'OCDE, trois manifestations visant à promouvoir les connaissances, les idées et le dialogue sur le désarmement et la non-prolifération auprès d'un public plus vaste et plus diversifié.

67. En 2020, le montant total des dépenses de l'Institut s'est élevé à 6 089 205 dollars (voir annexe III, tableau 1). Les dépenses effectives pour le premier trimestre 2021 sont également indiquées. Les dépenses totales en 2020 ont été supérieures de 441 000 dollars aux projections de l'Institut (voir [A/75/134](#), annexe IV). Si les frais de voyage et de fonctionnement ont été inférieurs aux prévisions, les dépenses totales ont été plus élevées en raison des nouvelles initiatives de recherche, notamment en ce qui concerne les publications et les événements. Cette augmentation s'est accompagnée d'une hausse des dépenses de personnel. Les dépenses totales en 2020 ont toutefois été inférieures au total des produits.

68. Tout au long de l'année, l'UNIDIR a continué à suivre de près sa situation financière, notamment pour veiller à ce que les dépenses ne dépassent pas les recettes, mais aussi à la lumière de la pandémie en cours. Ces efforts ont consisté à renforcer le processus de planification du budget annuel, à présenter un plan de dépenses annuel à l'Office des Nations Unies à Genève, à organiser des exposés financiers semestriels à l'intention du Conseil d'administration et du forum des donateurs, à procéder à des examens trimestriels du budget exécutif avec le Directeur de l'UNIDIR, à présenter des rapports mensuels sur le budget-programme aux responsables des programmes de l'UNIDIR, à organiser des réunions de gestion hebdomadaires et à renforcer les systèmes de contrôle interne, les processus financiers et les capacités.

III. Programme de travail et plan financier pour 2021

69. Le programme de travail pour 2021 a été approuvé par le Conseil d'administration à sa réunion de juin 2020 (voir [A/75/283](#)). Il tient compte des plans de travail des programmes de recherche de l'Institut et est guidé par trois priorités transversales : a) le renforcement des processus multilatéraux de désarmement, notamment afin de tenir compte de l'apparition de nouvelles technologies ; b) la poursuite de la mise en œuvre du Programme de désarmement du Secrétaire général, en mettant l'accent sur les efforts visant à réduire les répercussions de la violence liée aux armes sur les civils ; c) l'élargissement de l'action de l'Institut dans différentes régions du monde, en recourant notamment à des formats en ligne inclusifs et interactifs. À l'appui de ces objectifs, en 2021, l'UNIDIR établira une petite présence de liaison au Siège de l'ONU à New York, composée d'un poste de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur. Cette nouvelle capacité soutiendra les États Membres et les autres partenaires en apportant des connaissances et des idées, et favorisera un dialogue inclusif sur les questions ayant trait à la maîtrise des armements, au désarmement et à la sécurité internationale. Ce faisant, elle facilitera la communication et renforcera les liens entre les recherches, les événements et les autres activités de l'UNIDIR liés au désarmement à Genève et à New York.

70. La pandémie de COVID-19 a perturbé les opérations, les voyages et les événements de l'Institut, et cette situation se poursuivra au moins jusqu'à la fin de l'année 2021. La capacité de l'Institut à organiser des dialogues multipartites informels et à mener des recherches appliquées a également été entravée. Toutefois, au moment du déclenchement de la pandémie, l'Institut a rapidement activé les dispositions relatives à la continuité des opérations et mis en place un cadre d'évaluation trimestrielle des risques afin de permettre le maintien des activités de recherche, de publication, de communication et d'administration. Il est également resté en contact étroit avec les partenaires donateurs en ce qui concerne la mise en œuvre et l'extension des accords. En outre, il a adopté avec succès de nouvelles approches en ligne, notamment pour la recherche, les événements et la sensibilisation, grâce au renforcement de ses capacités de communication. L'UNIDIR a par ailleurs pris des mesures pour assurer le bien-être de son personnel, notamment en s'efforçant d'atténuer les risques physiques, en accordant une attention et un soutien accrus à la

santé mentale et au bien-être, en adoptant des modalités de travail aménagées et en renforçant la communication à plusieurs niveaux dans l'ensemble de l'Institut. Comme l'a relevé le Conseil d'administration, « [e]n poursuivant et, dans certains cas, en améliorant sa prestation de services pendant la période de confinement, l'Institut a fait preuve d'une capacité et d'une résilience accrues » (A/75/283, par. 59).

71. À l'avenir, certaines des activités prévues par l'Institut pour 2021 pourraient devoir être adaptées, reportées ou annulées si les restrictions liées à la pandémie se poursuivent et si le calendrier international du désarmement est modifié. Afin de garantir des travaux de recherche de haute qualité et une gestion axée sur les résultats, l'Institut fonctionne sur la base d'un processus de planification et d'examen des programmes qui comprend l'élaboration continue des programmes, la planification proactive des travaux et des examens trimestriels de la mise en œuvre, ainsi que le suivi et le compte rendu des incidences. De nouveaux plans de travail pluriannuels seront formulés en 2021 afin de collaborer avec des donateurs potentiels pour un financement pluriannuel couvrant la période de 2022 à 2025.

72. Les recettes et les dépenses pour 2021 et 2022 sont basées sur une estimation des contributions volontaires et une évaluation des coûts opérationnels nécessaires pour mettre en œuvre le programme de travail convenu et les activités prévues en 2021 et 2022. Les projections tiennent compte des accords de financement pluriannuels établis pour lesquels des décaissements sont prévus en 2021 et 2022, ainsi que des discussions en cours avec les donateurs au cours du premier trimestre de 2021. Sur cette base, le coût du programme de travail pour 2021 devrait s'élever à 6 819 104 dollars, comme indiqué à l'annexe IV.

73. Si les efforts de mobilisation des ressources se poursuivront au cours de l'année 2021, notamment pour élargir la base de donateurs de l'Institut, les répercussions économiques de la pandémie mondiale de COVID-19 sur les ressources financières des États Membres et des fondations privées sont déjà lourdes. En conséquence, l'UNIDIR prévoit une baisse des recettes en 2021 et 2022. Toutefois, il prévoit de puiser dans les excédents accumulés les années précédentes pour maintenir les activités au niveau actuel jusqu'à la fin de 2022, tout en aménageant la mise en œuvre à plus long terme en fonction des ressources disponibles. Une demande d'augmentation de la subvention octroyée à l'Institut au titre du budget ordinaire, comme indiqué ci-dessus, est actuellement à l'étude. La modeste augmentation proposée est d'autant plus importante aujourd'hui, compte tenu des retombées économiques et financières mondiales que devrait avoir la pandémie.

IV. Conclusion

74. La COVID-19 a mis en évidence des failles majeures et des fragilités systémiques à l'échelle mondiale. Elle est venue rappeler avec force à quel point les défis mondiaux et les dilemmes de sécurité d'aujourd'hui étaient étroitement liés. Les mesures prises face à la pandémie ont également démontré que des transformations profondes étaient possibles lorsqu'il existait des objectifs communs, des cibles fondées sur la science et une volonté politique. Les enseignements tirés de la COVID-19 sont clairs et vont bien au-delà de la pandémie actuelle : pour tenir la promesse d'un monde plus sûr dans l'intérêt des populations et de la planète, il faut redynamiser le système multilatéral, renouveler les engagements pris en matière de coopération internationale et renforcer les liens de confiance.

75. Il existe peu de domaines dans lesquels ce constat est plus évident que dans celui du désarmement et de la maîtrise des armements. Dans le contexte actuel de dégradation des conditions de sécurité, les tensions et la méfiance ne cessent de croître, ce qui montre combien il est urgent de trouver de nouveaux moyens de rétablir

la confiance entre les États et de réaliser des progrès en matière de maîtrise des armements et de désarmement. Ce sont les domaines dans lesquels l'UNIDIR a concentré ses efforts. Par le passé, cependant, les accords de désarmement et de maîtrise des armements sont souvent nés de moments de crise et de grandes tensions, et l'établissement de régimes de désarmement novateurs est intervenu dans des circonstances difficiles.

76. Le quarantième anniversaire de l'Institut, célébré en 2020, a été l'occasion de revenir sur les résultats obtenus au cours des quatre dernières décennies et d'examiner les différentes façons dont un institut de recherche autonome – grâce à des idées impartiales et fondées sur des preuves, ainsi qu'à des méthodes de travail inclusives, diverses et collaboratives – peut aider de manière significative les États et la communauté internationale dans son ensemble à œuvrer à l'avènement d'un monde stable et plus sûr.

77. En 2020, dans sa résolution relative à l'UNIDIR, l'Assemblée générale a considéré que la communauté internationale devait toujours pouvoir accéder aux résultats des recherches indépendantes et approfondies menées sur des questions de sécurité et les perspectives du désarmement et de la non-prolifération (voir résolution [75/82](#)). Ce besoin et ce désir d'idées nouvelles n'ont fait que croître dans le sillage d'une pandémie mondiale et de défis existentiels sans précédent. Ces dernières années, l'UNIDIR a considérablement accru ses activités de recherche et leur impact, et le fait que les résultats de la recherche ont encore progressé pendant – et malgré – la pandémie de COVID-19 témoigne de la résilience de l'Institut et de l'amélioration de ses résultats. Parallèlement, la pandémie affectera considérablement la situation en ce qui concerne les financements volontaires, dont l'UNIDIR dépend presque entièrement. Dans ce contexte, des mesures importantes demeurent nécessaires pour donner à l'UNIDIR les moyens de contribuer durablement au renouvellement d'un système de sécurité collective véritablement mondial.

Annexe I*

Publications 2020

Armes classiques

- Addressing Conventional Arms Risks and Impacts to Prevent Conflict and Build Peace: What More Should the United Nations Do?
- An Innovative Approach to United Nations Arms Embargoes
- Analyse des lacunes dans la gestion des munitions classiques (*également disponible en anglais et en espagnol*)
- Modèle de maturité des capacités de lutte contre les EEI et outil d'auto-évaluation (*également disponible en anglais, en arabe et en espagnol*)
- Handbook to Profile Small Arms Ammunition in Armed Violence Settings
- Principaux enjeux et processus relatifs à la gestion de munitions classiques : Rapport du deuxième séminaire thématique (*également disponible en anglais*)
- Principaux enjeux et processus relatifs à la gestion de munitions classiques : Rapport du troisième séminaire thématique (*également disponible en anglais et en espagnol*)
- Les possibilités d'améliorer les politiques et les pratiques militaires en vue de protéger les populations civiles contre les armes explosives dans les conflits en milieu urbain : un document de propositions (*également disponible en anglais*)
- Possibilités de renforcer les lignes d'action et pratiques militaires pour réduire les dommages causés aux civils par les armes explosives – Document de réflexion (*également disponible en anglais*)
- The Arms Trade Treaty: Measures to Prevent, Detect, Address and Eradicate the Diversion of Conventional Arms
- Traité sur le commerce des armes : obligations de prévenir le détournement des armes classiques (*également disponible en anglais et en arabe*)
- The Beirut Port Explosion: Understanding Its Impact and How to Reduce Risks from Explosive Precursors
- Tracing Illicit Weapon Flows in Conflict and Security Transitions: A Case for Managing Recovered Weapons in Somalia
- Urban Conflict and Targeting: A Special Problem for Protection
- Série d'aperçus des pays « La gestion des armes et des munitions », série de 10 publications (*toutes disponibles en anglais et trois également en français*)
- Gestion des armes et des munitions (GAM) en Afrique : rapport de la réunion virtuelle de mise à jour (*également disponible en anglais*)

Genre et désarmement

- Créer des liens : la maîtrise des armements, le désarmement et le programme femmes, paix et sécurité (*également disponible en anglais et en espagnol*)
- Factsheet: Gender and Chemical Weapons

* L'annexe I n'a pas été revue par les services d'édition et est distribuée uniquement dans la langue de l'original. Cette liste exclut les commentaires et les analyses plus courtes disponibles sur le site de l'UNIDIR à l'adresse suivante : www.unidir.org.

- Gender and Disarmament Resource Pack (2020 edition)
- Perspectives de genre sur la maîtrise des armements et le désarmement : Vues d'Afrique (*également disponible en anglais*)

Zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient

- Pathways Forward for the ME WMDFZ Process and 2020 NPT Review Conference: Conference Report (*également disponible en arabe, en hébreu et en persan*)
- The Ways and Means in Which Nuclear-Weapon-Free Zones Contribute to Regional Peace, Stability and Other Political Objectives

Sécurité et technologie

- Advances in Science and Technology in the Life Sciences
- Cyber Stability Conference: Exploring the Future of Institutional Dialogue, 2020 Conference Report
- Magnifying Nanomaterials
- Modernizing Arms Control: Exploring Responses to the Use of AI in Military Decision-Making
- Robotic Swarms: Technical and Operational Overview of the Next Generation of Autonomous Systems
- Supply Chain Security in the Cyber Age: Sector Trends, Current Threats and Multi-Stakeholder Responses
- Les essaims de robots : Dossier de recherche (*également disponible en anglais et en espagnol*)
- The 2020 Innovations Dialogue: Life Sciences, International Security and Dialogue, Conference Report
- The Black Box, Unlocked: Predictability and Understandability in Military AI
- L'élément humain dans les décisions relatives à l'utilisation de la force (*également disponible en anglais et en espagnol*)

Quarantième anniversaire de l'UNIDIR

- UNIDIR at 40 Anniversary Report
- UNIDIR at 40 Anniversary Timeline

Armes de destruction massive et autres armes stratégiques

- A World Without the NPT Redux
- Alternative Approaches and Indicators for the Prevention of an Arms Race in Outer Space (Space Dossier No. 5)
- Ballistic Missile Defence and Outer Space Security: A Strategic Interdependence (Space Dossier No. 6)
- Exploring the Future of WMD Compliance and Enforcement: Workshop Report
- Freeze and Verify: Ending Fissile Material Production on the Korean Peninsula
- IAEA Mechanisms to Ensure Compliance with NPT Safeguards (WMD Compliance & Enforcement Series No. 2)

- Is Past Prologue? Examining NPT Review Conference Commitments
- Nuclear Risk Reduction: Closing Pathways to Use
- On “Great Power Competition” (Nuclear Risk Reduction Policy Brief No. 1)
- Perceptions in the Euro-Atlantic (Nuclear Risk Reduction Policy Brief No. 3)
- Science and Technology for WMD Compliance Monitoring and Investigations (WMD Compliance & Enforcement Series No. 8)
- Strategic Technologies (Nuclear Risk Reduction Policy Brief No. 2)
- The 2020 NPT Review Conference: Prepare for Plan B
- The DPRK Nuclear Programme (Nuclear Risk Reduction Policy Brief No. 4)
- The Logic of Nuclear Deterrence: Assessments, Assumptions, Uncertainties and Failure Modes (UNIDIR Nuclear Dialogue Series No. 3)
- The Logic of Nuclear Disarmament (UNIDIR Nuclear Dialogue Series No. 2)
- The Role of International Organizations in WMD Compliance and Enforcement: Autonomy, Agency and Influence (WMD Compliance & Enforcement Series No. 9)
- The Strategic Context for Nuclear Disarmament, Deterrence and Strategic Arms Control Dialogue (UNIDIR Nuclear Dialogue Series No. 1)

Annexe II

Note explicative sur les annexes financières

Tous les chiffres présentés à l'annexe III, à l'exception de ceux relatifs aux contributions volontaires, sont repris de l'état des résultats financiers de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) pour 2020. L'Organisation des Nations Unies établit les états financiers conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS).

Aux termes de ces normes, les contributions volontaires sont comptabilisées en tant que produits au moment où l'accord juridique y relatif prend effet, ce qui se produit généralement dès la signature par les deux parties. À partir du présent rapport, dans le cas de contributions volontaires pluriannuelles qui sont à recevoir en versements multiples, l'UNIDIR comptabilisera chaque versement dans l'exercice au cours duquel il devient disponible. La présentation par l'UNIDIR des contributions volontaires est entièrement harmonisée avec les contributions volontaires comptabilisées selon les normes IPSAS ; les différences sont expliquées dans le tableau 2 de l'annexe III.

Des informations plus précises concernant les termes utilisés dans l'état financier sont fournies ci-dessous. Ces informations sont tirées de la circulaire [ST/IC/2013/36](#). Le texte en italique indique les postes supplémentaires utilisés par l'UNIDIR.

Produits

Contributions volontaires	Contributions volontaires, en espèces et en nature Contributions d'États non membres <i>Remboursements aux donateurs</i>
Autres transferts et prélèvements	Prélèvements opérés sur d'autres fonds <i>Subvention inscrite au budget ordinaire de l'ONU</i> <i>Prélèvements auprès d'entités du régime commun des Nations Unies</i>
Produit des placements	Produit des placements Coupons et gains Intérêts bancaires Plus-values/(moins-values) réalisées Plus-values/(moins-values) latentes Déduction faite des charges liées aux placements
Produits divers ou accessoires	Recettes provenant de la location de locaux Gains de change Produits divers ou accessoires Plus-value découlant de la vente d'immobilisations corporelles ou d'immobilisations incorporelles Transferts en interne d'immobilisations corporelles ou d'immobilisations incorporelles Péréquation des impôts – recettes provenant des contributions du personnel

Charges

Traitements, indemnités
et autres prestations

Contrats du personnel gérés par le Secrétariat de l'ONU

Rémunération du personnel, prestations et avantages, y compris le remboursement des impôts, l'indemnité pour frais d'études, le paiement des voyages de congé dans les foyers, des voyages de visite familiale, des voyages au titre du congé de repos et de récupération et des voyages effectués au titre des études

Charges relatives aux engagements à long terme au titre des avantages postérieurs à l'emploi, aux indemnités de fin de contrat de travail, aux écarts actuariels, aux cotisations à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

Corrections actuarielles relatives aux cotisations de retraite (par exemple, en raison de l'évolution des facteurs démographiques)

Rémunération et indemnités du personnel temporaire (autre que pour les réunions)

Voyages à l'occasion du recrutement

*Autres contrats
et honoraires d'experts*

Vacataires et consultants individuels gérés par le Secrétariat de l'ONU et le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

Voyages pour cette catégorie d'experts

Rémunération et indemnités du personnel autre que le personnel militaire

Volontaires des Nations Unies

Interprètes et traducteurs (n'ayant pas le statut de fonctionnaire)

Experts ad hoc

Subventions et autres
transferts

Dons purs et simples et autres transferts aux agents et partenaires d'exécution et à d'autres entités (Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux, Fonds central pour les interventions d'urgence, etc.)

Projets à effet rapide

Fournitures
et consommables

Coût des stocks utilisés

Charges afférentes aux fournitures

Voyages

Voyages du personnel

Voyages des représentants (membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, participants aux réunions, représentants, etc.)

Frais de fonctionnement
divers

Loyers et services collectifs de distribution

Services contractuels

Charges pour créances douteuses

Pertes de change nettes

Frais d'entretien

Assurance, etc.

Frais de recrutement

Formation, voyages au titre de la formation et voyages en cas de mutation

Charges relatives aux activités de financement

Frais bancaires

Sommes portées au crédit des États Membres au titre des contributions du personnel

Moins-value découlant de la vente d'immobilisations corporelles ou d'immobilisations incorporelles

Pertes de change

Annexe III

Tableau 1
Montant effectif des produits et charges pour 2020 et le premier trimestre de 2021

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Description</i>	<i>2020</i>	<i>Premier trimestre 2021</i>
Produits		
Contributions volontaires ^a	6 311	3 145
Autres transferts et prélèvements	383	281
Produit des placements	108	(33)
Produits divers	49	0
Total des produits	6 851	3 393
Charges		
Traitements, indemnités et prestations	2 028	441
Autres contrats et honoraires d'experts	2 673	342
Subventions et autres transferts	632	0
Fournitures et consommables	1	0
Voyages	117	(3)
Frais de fonctionnement divers	185	26
Dépenses d'appui aux programmes ^b	453	215
Total des charges	6 089	1 021
Excédent/(déficit) pour l'année	762	2 372

^a Ces chiffres comprennent les contributions annoncées lors d'exercices antérieurs qui étaient à recevoir au cours de la période. Ils excluent les contributions qui ont été annoncées au cours de la période pour les prochains exercices.

^b Les dépenses d'appui aux programmes générées par l'utilisation de ressources extrabudgétaires ont été utilisées en partie pour couvrir les services opérationnels fournis par l'Office des Nations Unies à Genève.

Tableau 2
Contributions volontaires et autres transferts et allocations pour 2020

(En dollars des États-Unis)

<i>Description</i>	<i>Montant</i>
A. Contributions volontaires	
Australie	33 201
Chine	20 000
Union européenne ^a	1 016 557
Finlande ^b	223 710
France	195 842
Allemagne ^c	1 285 013
Irlande	391 937
Italie	85 185
Kazakhstan	5 000

<i>Description</i>	<i>Montant</i>
Luxembourg	11 737
Mexique	10 000
Pays-Bas ^d	517 647
Nouvelle-Zélande	82 009
Norvège ^e	1 053 741
République de Corée	20 000
Fédération de Russie	100 000
Espagne	71 100
Suède	379 898
Suisse ^f	206 500
Turquie	1 000
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	328 895
Microsoft Corporation	250 000
Fondation pour la recherche stratégique	21 716
Total partiel, contributions volontaires	6 310 689
B. Autres transferts et prélèvements	
<i>Subvention inscrite au budget ordinaire de l'ONU</i>	276 200
Bureau des affaires de désarmement ^g	106 940
Total partiel, autres transferts et prélèvements	383 140
Total	6 693 829

^a Fait partie d'une contribution pluriannuelle conditionnelle de l'Union européenne de 3,2 millions de dollars. Les produits sont comptabilisés au cours du projet à mesure que des biens ou des services spécifiques sont fournis conformément aux termes de l'accord.

^b Comprend une contribution de 110 011 dollars annoncée par la Finlande en 2019 pour 2020.

^c Comprend une contribution de 111 483 dollars annoncée par l'Allemagne en 2019 pour 2020.

^d Comprend des contributions de 117 647 dollars et de 400 000 dollars annoncées par les Pays-Bas en 2019 pour 2020.

^e Comprend une partie d'un engagement pluriannuel pris par la Norvège en 2018. Ce chiffre ne comprend pas les 226 321 dollars supplémentaires annoncés en 2020 pour 2021 et 2022.

^f Comprend une contribution de 100 000 dollars annoncée par la Suisse en 2019 pour 2020. Ce chiffre ne comprend pas les 80 000 dollars supplémentaires annoncés en 2020 pour 2021.

^g Fonds affectés, notamment, aux services consultatifs à l'appui des groupes d'experts gouvernementaux.

Annexe IV

Montant prévisionnel des produits et charges pour 2021

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Description</i>	<i>2021</i>
Produits	
Contributions volontaires	5 659
Autres transferts et prélèvements	381
Revenu des placements	107
Produits divers	34
Total des produits	6 181
Charges	
Dépenses directes	
Traitements, indemnités et autres prestations	2 226
<i>Autres contrats et honoraires d'experts</i>	2 505
Subventions et autres transferts	1 009
Fournitures et consommables	1
Voyages	208
Frais de fonctionnement divers	139
Dépenses d'appui aux programmes	731
Total des charges	6 819
Excédent/(déficit) pour l'année	(638)

Annexe V

Montant prévisionnel des produits et charges pour 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Description</i>	<i>2022</i>
Produits	
Contributions volontaires	5 393
Autres transferts et prélèvements	381
Revenu des placements	90
Produits divers	22
Total des produits	5 886
Charges	
Dépenses directes	
Traitements, indemnités et autres prestations	2 326
<i>Autres contrats et honoraires d'experts</i>	2 352
Subventions et autres transferts	931
Fournitures et consommables	1
Voyages	300
Frais de fonctionnement divers	141
Dépenses d'appui aux programmes	726
Total des charges	6 777
Excédent/(déficit) pour l'année	(891)